

HENRY SPITZMULLER – UN ACTEUR DES RELATIONS FRANCO-ROUMAINES (JUIN 1940-AOÛT 1944) *

HENRY SPITZMULLER - AN ACTOR OF THE FRENCH- ROMANIAN RELATIONS (JUNE 1940-AUGUST 1944)

Adriana BICHIȘ

Université « Babeș-Bolyai », Cluj-Napoca
adriana.bichis@ubbcluj.ro

Rezumat: *Henry Spitzmuller – Un actor al relațiilor franco-române (iunie 1940 – august 1944).*

Prezentul articol își propune o analiză a activității diplomatului francez Henry Spitzmuller care, reprezentând Guvernul de la Vichy la București, a decis să colaboreze și cu Franța Liberă. Ne propunem să încercăm să înțelegem atitudinea unui diplomat al regimului de la Vichy în fața disidenței care a decis să adopte „jocul dublu”, adică să continue să servească Vichyul dar și să stabilească contacte secrete cu Franța Liberă. Evoluția lui „Spitzmuller”, „Spitz” sau „dr. Goudéa”, prim secretar al Legatiei Franței la București, de la Vichy spre Rezistență, va fi analizată în cadrul etapelor stabilite de David Bobin într-un articol din 2008, în încercarea de a demonstra că ea nu reprezintă un caz izolat. Analiza se înscrie deci, în dezbaterile de a cunoaște o parte din dificultățile de care s-a lovit corpul diplomatic francez pe parcursul celui de-al Doilea Război Mondial.

Abstract: *The purpose of this article is to analyze the activity of the French diplomat Henry Spitzmuller who although represented the Vichy government in Bucharest, decided to collaborate with Free France. We intend to try to understand the attitude of a diplomat from the Vichy Regime in front of the dissidence who decided to adopt a “double game”, meaning to continue to serve Vichy but also to establish secret contacts with Free France. The evolution of “Spitzmuller”, “Spitz” or “Dr. Goudéa”, First Secretary of the French Legation in Bucharest, from Vichy to the Resistance, will be analyzed within the framework of the stages established by David Bobin in an article from 2008 in order to demonstrate that he is not an isolated case. The analysis is therefore situated in the context of the debate dedicated to the investigation of some of the difficulties which the French diplomatic apparatus encountered during the Second World War.*

Résumé: *L'article analyse l'activité du diplomate français Henry Spitzmuller, représentant du Gouvernement de Vichy à Bucarest, qui décida de collaborer aussi avec la*

*Cette recherche a été soutenue financièrement par le Programme Opérationnel Sectoriel pour le Développement des Ressources Humaines 2007-2013, ainsi que par le Fonds Social Européen dans le cadre du projet POSDRU/107/1.5/S/76841 ayant le titre, «Études doctorales modernes: internationalisation et interdisciplinarité».

France Libre. On s'y proposa de comprendre l'attitude de ce diplomate de Vichy devant la dissidence qui a choisi d'adopter le « double jeu », c'est-à-dire de continuer à servir le régime de Vichy, mais aussi de prendre contact avec la France Libre. L'évolution de « Spitzmuller », « Spitz » ou « dr. Goudéa », premier secrétaire de la Légation de France à Bucarest, sera analysée dans le cadre des étapes établies par David Bobin dans un article de 2008, en essayant de prouver qu'elle ne représente pas un cas isolé. Notre analyse s'inscrit donc, dans le débat qui concerne l'apprentissage des difficultés auxquelles se heurta le corps diplomatique français pendant la Deuxième Guerre Mondiale.

Keywords: Romania, Vichy, Resistance, diplomacy, Second World War, Spitzmuller.

Introduction

L'étude ci-joint traite un aspect de l'évolution des relations diplomatiques franco-roumaines dans le contexte de la Deuxième Guerre Mondiale, c'est-à-dire l'activité du diplomate Henry Spitzmuller, premier secrétaire de la Légation de France à Bucarest.

L'intérêt de consacrer une étude à Spitzmuller est lié aux deux notes trouvées dans les Archives françaises et roumaines concernant le diplomate français.

La première note concerne une description de Spitzmuller faite par Chopin de Janvry en décembre 1940, et donnée aux services de la France libre: « âgé de 39 à 40 ans; marié; très intelligent mais aucun sens psychologique. Ambitieux. Pas de caractère. Pas aimé de ses collègues. A contribué d'une manière inélégante au départ de Thierry, qui avait été bon pour lui. Conduite « ignoble » vis-à-vis du Dupront. Envers les Roumains, il passait pour le Chef de Poste, sortait et recevait beaucoup. Les Roumains le trouvaient intéressant, mais fatigant et bruyant. Rapports sociaux et personnels limités aux milieux gouvernementaux [...] Pendant 24 heures, Spitzmuller espérait et souhaitait la continuation de la Résistance en Afrique, puis il s'est incliné [...] En septembre, Spitzmuller croyait à une paix de compromis entre l'Angleterre et l'Allemagne¹ ». Cet informateur conclut qu'il ne faut compter « sur aucun concours de sa part ». La seconde note appartient aux Services de la Sûreté roumaine et parle de Spitzmuller dans les termes suivants: « En ce qui concerne Spitzmuller, il semble être un diplomate astucieux qui a changé souvent son attitude. Tantôt dévoué à Vichy, tantôt sympathisant de général de Gaulle. Maintenant il semble être le sympathisant de Giraud² ».

¹ Interrogatoire de M. Chopin de Janvry, Service des relations extérieures, le 20 décembre 1940, Archives du Ministère des Affaires Étrangères français Paris (ci-après AMEF), fonds Guerre 1939-1945, série Londres (Conseil Nation Français juin 1940-juillet 1943), dossier n° 274, f. 42.

² Le général Henry Giraud (1879 – 1949) – militaire français. Il a été une des figures politiques importantes, mais assez discutée par le mouvement de la Résistance française. Prisonnier de guerre en Allemagne après la défaite de juin 1940, il échappa en 1942 et s'installa dans la zone libre de la France. Les Américains essayeront de l'utiliser pour une courte période comme un contrepoids contre l'action et l'autorité de général de Gaulle; il a

Mais avant tout, on considère essentiellement de voir qui était ce sujet nommé Chopin de Janvry ?

René Choppin de Janvry remplit la fonction d'attaché de presse à l'Ambassade de France à Bucarest, et pendant l'automne de l'année 1940, il quitta la Roumanie pour rejoindre la France Libre. L'étude des Archives nous a permis de voir qu'entre lui et Spitzmuller existait un conflit, mais ce qui est digne d'être retenu c'est que ses collègues ne parlent pas bien sur lui. On peut prendre l'exemple d'un agent de la Délégation de la France Libre en Turquie qui dans une note envoyée à Maurice Dejean³, en décembre 1941, écrivait sur Janvry : « Le peu que je sais du personnage qui doit aujourd'hui se trouver à Londres, me permet de vous mettre en garde contre lui. Je ne m'appesantirai pas sur ce sujet, étant donné que ce serait faire trop d'honneur à un aussi mince personnage ». L'ambassadeur anglais à Bucarest, dans une lettre envoyée au *War Office* en septembre 1940, écrivait qu'il : « recommande personnellement de préférence à Chopin de Janvry », Monsieur Claude Schule.

Sachant qu'on se trouve devant le cas d'un diplomate qui a servi la Troisième République, puis le Régime de Vichy, qui a collaboré avec la France Libre, qui est resté en poste à Bucarest jusqu'en novembre 1944, et puis a continué de servir aussi la Quatrième République, on peut se demander *qui était en réalité Henry Spitzmuller? Quelles étaient ses convictions? L'intérêt de qui servait-il en Roumanie? De Vichy? De la France Libre? Où l'intérêt général de la France quels que soient les régimes?*

Avant tout, essayer de comprendre l'attitude des diplomates de Vichy face à la dissidence n'est pas chose aisée comme il y paraît au premier abord, à cause des situations complexes et variables. Le personnel diplomatique comme les autres fonctionnaires étaient face au choix: rester fidèle à Vichy par conviction, par principe ou par calcul ou bien rallier la dissidence giraudiste ou gaulliste, pour les mêmes raisons. En ce qui concerne les ralliements, on a le cas des agents qui décident de rompre avec Vichy; et celui des agents qui adoptent « le double jeu », qui continuent à servir Vichy mais vont nouer des contacts secrets avec la dissidence. C'est le cas de notre diplomate aussi.

Pour pouvoir reconstruire l'ensemble des dispositifs permettant de comprendre la trajectoire en question, il a fallu se limiter à un aspect du problème représenté par la dimension politique de l'action du diplomate Spitzmuller. En partant de la théorie de

participé à la planification et au déroulement de l'action Turch du débarquement dans le Nord de l'Afrique. Entre juin et novembre 1943, il a conduit, avec le général de Gaulle, le Conseil Français de la Libération Nationale (CFLN).

³ Dejean (Maurice, Ernest, Napoléon), né le 30 septembre 1899; il a été le directeur des Affaires politiques de la France Libre entre février et septembre 1941; commissaire national aux Affaires étrangères à Londres du 26 septembre 1941 au 17 octobre 1942; conseiller diplomatique du Comité français de janvier 1943 à août 1943; ministre plénipotentiaire de 2^e classe le 17 août 1943; délégué du Comité français de la libération nationale auprès des gouvernements alliés établis à Londres le 26 août 1943; directeur général chargé des affaires politiques d'octobre 1944 au 1^{er} décembre 1945. Source *Annuaire diplomatique et consulaire de la République française pour 1947*. Nouvelle série, tome LI, Paris, Imprimerie Nationale, 1947, pp. 419-420.

Catherine Nicault selon laquelle « tout ministère des Affaires Étrangères, ou toute institution en tenant lieu, est d'abord un dispositif voué à la collecte et à l'analyse de l'information, on conviendra que les diplomates constituent au sein des classes dirigeantes des pays en guerre, l'un des principaux groupes de professionnels de l'information⁴ ». Donc, une source importante dans l'élaboration de cette étude a été l'interprétation des documents d'archives. La correspondance de Spitzmuller avec le gouvernement de Vichy et avec le représentant de la France Libre, René Massigli⁵ constitue un instrument indispensable de travail, auquel on ajoute les mémoires des diplomates en postes pendant la Deuxième Guerre mondiale (celles de Jean Mouton, André Godin, Gerhard Stelzer). L'ambition qui est à l'origine de cette étude n'a pas été de faire une histoire sur l'action diplomatique d'Henry Spitzmuller, mais d'analyser dans quel contexte il est passé dans le camp de la France Libre, dans quelles conditions il a pu accéder, quelles ont été ses convictions, voire quelles ont été les raisons pour lesquelles il est resté en Roumanie jusqu'en novembre 1944, sans oublier de faire référence à la Deuxième Guerre Mondiale et aux événements qui ont influencé son cours.

S'agit-il dans son cas d'une « politique de double jeu » ? Comment devient-on collaborateur de la France Libre ? Quel est le contexte dans lequel Spitzmuller décide de passer au gaullisme ? Dans quelles conditions est-il passé ? Quel est le moment où il a rallié la Résistance ? Peut-on y distinguer plusieurs phases ? Quelle est la réaction de Vichy ? Pourquoi est-il resté à Bucarest jusqu'en novembre 1944 ? Telles sont les questions auxquelles cette étude se propose de répondre.

David Bobin, dans un article apparu en 2008, soutient qu'on peut distinguer trois étapes concernant le passage des diplomates du Régime de Vichy à la France libre: l'ère de la continuité (10 juillet 1940 – 27 mai 1941), le temps des hésitations (28 mai 1941 – 7 novembre 1942) et la dislocation du corps diplomatique (8 novembre 1942 – 20 août 1944)⁶.

Essayant de comprendre l'attitude de Spitzmuller pendant cette période, on a décidé d'analyser son activité dans le cadre des étapes établies par Bobin, pour mieux la comprendre car on ne doit pas faire cette analyse hors du contexte de l'évolution de

⁴ Catherine Nicault, *Que savaient les diplomates de Vichy?*, dans « Les Cahiers de la Shoah », 1996, Paris, Édition Liana Levi, pp. 88-89.

⁵ René Massigli (1888-1988), diplomate français, en 1938 il fut nommé ambassadeur à Ankara jusqu'en 1940 quand il a été rappelé; pendant l'été 1942 le général de Gaulle lui demanda de venir à Londres et occuper la fonction de commissaire aux Affaires étrangères de la France Libre. Il rejoignit clandestinement Londres en janvier 1943 et accepta le poste de commissaire dans le Comité National Français. Il conserva ce poste lorsque le C.N.F se transporta à Alger et devint en juin 1943 le Comité Français de la Libération Nationale; il le conserva jusqu'à la Libération et au retour du Gouvernement du général de Gaulle à Paris en septembre 1944. Source Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli (1888-1988). Une vie de diplomate*, Tome I, Direction des Archives de Ministère des Affaires Étrangères, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 2006, pp.1-3.

⁶ David Bobin, *Pétain, Giraud ou de Gaulle ? Le personnel diplomatique face au choix, 1940-1944*, dans « Revue d'histoire diplomatique », 2008, n° 2, pp. 97-114.

la Deuxième Guerre Mondiale. On doit tenir compte aussi des événements qui ont marqué cette période et essayer de surprendre l'attitude du corps diplomatique français en général pour voir où on peut situer Spitzmuller ?

On se propose d'analyser ici toutes ces perspectives et essayer d'éclaircir une partie des difficultés rencontrées par l'appareil diplomatique français pendant la Deuxième Guerre Mondiale.

Qui était Henry Spitzmuller ?

Spitzmuller (Raymond, Armand, Édouard, Henry)⁷ est né le 17 mars 1900. Il est licencié en lettres et en droit et diplômé de l'École des Sciences Politiques. En ce qui concerne son activité diplomatique, grâce à l'Annuaire diplomatique français pour l'année 1947, on peut affirmer qu'il a été cité à l'ordre du 23^e régiment de dragons le 16 juillet 1918; il est nommé attaché d'ambassade le 20 novembre 1925; à partir du 31 décembre 1925 on le trouve à Bruxelles; il est chargé des fonctions de troisième secrétaire le 13 décembre 1926; après il devient secrétaire d'ambassade de 3^e classe le 14 avril 1928; il est chargé de fonctions de 2^e secrétaire à la Haye au 1^{er} juillet 1930; il a été aussi rédacteur au service français de la Société des Nations, à partir de 20 février 1933; membre de la délégation française à la Conférence du désarmement le 3 juillet 1933; chargé de fonctions de 2^e secrétaire à Varsovie (non installé) le 19 octobre 1935; secrétaire de 2^e classe le 16 novembre 1935; chargé de fonctions de consul-adjoint à Genève le 22 janvier 1936. En Roumanie on le trouve à partir de janvier 1936 quand il a été chargé de l'intérim des fonctions de 1^{er} secrétaire à Bucarest. Il est promu secrétaire d'ambassade de 1^e classe le 10 août 1939 et puis conseiller d'ambassade de 2^e classe le 26 août 1940. Après le départ de l'ambassadeur Thierry⁸ de Roumanie au mois d'août 1940, il resta à la tête de l'Ambassade et puis de la Légation de la France en Roumanie⁹, jusqu'à l'arrivée du ministre Jacques Truelle¹⁰ au mois de mars 1941. Pendant toute cette période il est promu chargé

⁷ Pour la carrière de Spitzmuller voir *Annuaire diplomatique ...*, pp. 569-570; et Ana-Maria Stan, *Relațiile franco-române în timpul regimului de la Vichy 1940-1944 [Les relations franco-roumaines pendant le régime de Vichy 1940-1944]*, Cluj-Napoca, Argonaut, 2006.

⁸ Thierry (Adrien, Joseph, Marie) né le 4 janvier 1885, licencié en droit, diplômé de l'École des sciences politiques; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest le 30 mai 1936, ambassadeur le 14 avril 1939: « J'ai l'honneur de vous faire connaître que par décret du 14 avril 1939, vous avez été nommé Ambassadeur et envoyé extraordinaire de la République à Bucarest »; en disponibilité le 22 juillet 1940; Source *Annuaire diplomatique ...*, p. 574 ; AMEF, fonds Personnel, série 3 nominative, dossier personnel d'Adrien Thierry, dossier n° 271.

⁹ Le 11 septembre 1940, Ion Antonescu décide « de ramener au rang de Légations ses Ambassades à l'étranger ». Source Télégramme n° 146 de Vichy adressé au chargé d'affaire à Bucarest, le 23 septembre 1940, AMEF, fonds Guerre -Vichy, série Z-Europe, sous-série Roumanie, dossier n° 675, f. 49.

¹⁰ Truelle (Jacques-Marie) né le 20 septembre 1881 à Paris. Il fait des études de droit et il est diplômé de l'École des sciences politiques. Le 22 septembre 1940, il est nommé par Vichy

d'affaires. Il revient à la tête de la Légation de Bucarest après le départ du ministre Paul Morand¹¹ au mois de mai 1944.

Pour comprendre ses traits de caractère, on peut prendre en compte une description faite par André Godin : « la quarantaine épanouie, cet alsacien mélomane averti, gentleman cultivé, selon plusieurs membres de l'Institut, était un diplomate chevronné, en poste à la Légation depuis 1936¹² ».

Dans la correspondance diplomatique des années 1940-1944 on le trouve comme « Spitzmuller » surtout dans sa correspondance avec le régime de Vichy; « Spitz¹³ », comme il était appelé familièrement dans la colonie française où sous le pseudonyme de « Dr. Goudéa »: « J'ai en effet placé mon activité occultée ici sous le signe de Goudéa, l'éminent patési de Lagos dont l'effigie orne le Louvre et auquel je me suis toujours intéressé. Mes correspondants d'Istanbul l'ont gratifié du titre de docteur, sans doute pour faire plus joli¹⁴ », ceci surtout dans sa correspondance avec les services de la France Libre.

Le corps diplomatique français du Roumanie

Henry Spitzmuller a-t-il représenté un cas singulier du corps diplomatique français en Roumanie?

Pour pouvoir répondre à cette question il convient de faire une mise au point sur l'activité du personnel diplomatique et consulaire français en Roumanie pendant cette période.

En fait, le comportement de Spitzmuller et ses réflexions sur « l'attitude duplice » vis-à-vis de l'État français correspondaient à ceux de la majorité de la

« envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest » où il resta jusqu'au 19 juin 1943 quand il quitta son poste pour rallier la France Libre. Pour la carrière diplomatique de Jacques-Marie Truelle, voir *Annuaire diplomatique ...*, p. 359; AMEF, fonds Personnel, série 3 nominative, dossier personnel Jacques Truelle, dossier n° 277.

¹¹ Morand, Paul-Émile-Charles-Ferdinand (13 mars 1888-24 juillet 1976); il est licencié en droit et diplômé de l'École des Sciences politiques, il entre dans la diplomatie en 1912. Après une carrière diplomatique en différents endroits (Londres, Rome, Madrid), il a été placé le 16 août 1940 à disposition en qualité de conseiller d'ambassade de 1^{ère} classe. Le 1^{er} juin 1942, il a été réintégré en activité. Par deux décrets en date du 20 juillet 1943 il est promu Ministre plénipotentiaire de 1^{ère} classe et Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bucarest. Il reste en poste à Bucarest jusqu'en mai 1944; en juillet 1944 il est nommé, par le Régime de Vichy, Ambassadeur à Berne; il est mis en disponibilité de son poste au Ministère des Affaires Etrangères français en 1945 à cause de sa collaboration avec le Régime de Vichy; le 6 juillet 1955 il a été remis en fonction. Sources AMEF, fonds Personnel, série 3 nominative, dossier personnel de Paul Morand, dossier n°177; Ginette Guitard Auviste, *Paul Morand : 1888-1976, Légendes et Vérités*, Paris, Hachette, 1981.

¹² André Godin, *Une passion roumaine. Histoire de l'Institut Français de Hautes Études en Roumanie (1924-1948)*, Paris, Harmattan, 1998, pp. 121-122.

¹³ *Ibid.*, p. 133.

¹⁴ Rapport d'Henry Spitzmuller envoyé à René Massigli, le 10 février 1943, AMEF, fonds Guerre 1939-1945- Londres-Alger, série Papiers Massigli, dossier n° 1484, f. 159.

colonie française de Roumanie. Depuis l'armistice de juin 1940, plusieurs membres du corps diplomatique français quittèrent la Roumanie pour rallier la Résistance.

Grâce aux Archives on sait que déjà le 22 juin 1940, le général de Gaulle avait reçu de Roumanie une lettre dans laquelle les signataires exprimaient leurs adhésions à l'appel du 18 juin 1940. Cette lettre a été signée par Alphonse Dupront, le Directeur de l'Institut Français et de la Mission Universitaire Française en Roumanie; Michel Dard, Directeur du Service de Presse à l'Ambassade de France à Bucarest; Roger Paquelin¹⁵, Administrateur de la Banque Commerciale roumaine; Charles Singevin et Jacques Laissaigne du Service de Presse à l'Ambassade de France. Tous rallieront la Résistance dans les mois à venir. Cette lettre du 22 juin est suivie par une autre de 26 juin, signée seulement par Alphonse Dupront, où Sir Robert Hoare, l'ambassadeur anglais à Bucarest, dans un télégramme adressé à War Office le décrivait comme « le chef du mouvement libre français en Roumanie¹⁶ ». Toujours le 26 juin 1940, le directeur du lycée français à Bucarest, Georges Dementhon a adressé au général de Gaulle son approbation. Dans sa réponse du 26 août 1940 à Dupront, le général de Gaulle, affirme qu'il a reçu de Roumanie « un certain nombre d'adhésions très encourageantes¹⁷ ».

Les premiers départs de Roumanie pour rallier les Forces françaises libres eurent lieu à partir du mois de septembre 1940. Le 31 août 1940, l'attaché militaire britannique annonçait au War Office que: « deux anciens soldats français Claude Schulze¹⁸ (37 ans) et Choppin de Janvry (35 ans) désirent rejoindre les Forces Françaises libres mais ne peuvent servir en Egypte pour raison de santé [...] Ils sont prêts à payer leur passage si le général de Gaulle désire faire usage de leurs services ». Les deux Français quittèrent la Roumanie le 23 septembre, puis à la fin du mois d'octobre 1940 ils partirent de Suez à destination Angleterre. Au mois d'octobre 1940, c'est le tour de Pierre Moeneclaeys, consul de 2^{ème} classe à Bucarest qui est parti pour Istanbul, d'où il passa, après quelques semaines, au service de l'Angleterre en qualité de capitaine d'infanterie. Puis, on assiste au départ de M. Chancel, consul à Bucarest. Le 28 juin 1941, Truelle informait Vichy que M. Chancel lui a fait parvenir deux lettres: la première, destinée au Département dans laquelle il indiquait qu'il ne « croit plus de remplir ses fonctions, n'étant pas d'accord avec la politique du Gouvernement¹⁹ », en demandant aussi sa mise en disponibilité; et la seconde dans laquelle il annonçait son départ de Roumanie. Dans le télégramme du 4 juillet, Truelle ajoute que M. Chancel a tenu absolument caché son départ et qu'il suppose que l'ex-consul est parti pour Istanbul par la Bulgarie.

¹⁵ C'est à lui que Dupront proposa au général de Gaulle pour lui succéder comme représentant des Français libres dans la lettre du 9 février 1941, source AMEF, fonds *cit.*, série Londres (Conseil Nation Français juin 1940-juillet 1943), dossier n° 274, f. 55.

¹⁶ *Ibid.*, f. 22.

¹⁷ *Ibid.*, f. 7.

¹⁸ Claude Schule a été le directeur de la Maison Guerlin à Bucarest et secrétaire du service de presse et de propagande de l'Ambassade de France pendant les hostilités.

¹⁹ AMEF, fonds Personnel, dossier généraux 1833-1973, dossier n° 370.

Mais quelle était la situation dans le cadre de l'Ambassade et puis de la Légation de France à Bucarest ?

On peut commencer avec l'ambassadeur Adrien Thierry, en poste depuis 30 mai 1936 et mis en disponibilité le 22 juillet 1940 qui était caractérisé comme: « manifestation hostile au Régime de Vichy ». François Charles-Roux, le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères du régime de Vichy, affirme que le rappel de Thierry de Roumanie a été fait « pour éviter que les Allemands sollicitent son départ²⁰ ».

On a le cas de Raymond Offray, attaché d'ambassade qui le 26 août 1940 a été nommé à Athènes. Il a rallié la France libre le 7 février 1941 et le 9 mai 1941 on le trouve engagé dans les Forces françaises libres²¹. En novembre 1942, c'est le moment pour l'attaché militaire adjoint, Lieutenant-Colonel Neuhausser de quitter la Roumanie et se mettre en services de la France libre. En ce qui concerne Jean Basdevant, le secrétaire d'Ambassade de 2^{ème} classe qui était à Bucarest depuis août 1938, l'Annuaire diplomatique français pour l'année 1947 nous précise qu'il a été affilié au réseau Balkans du service de renseignements de la France combattante, et une source du camps gaulliste du 20 décembre 1940 le présente comme un proche de Raymond Offray. Mais, le cas le plus significatif a été le départ du ministre français, Jacques Truelle, de Roumanie, le 19 juin 1943 pour aller à Istanbul. Truelle part d'Istanbul à Beyrouth (le 7 juillet), puis à Alger (21 juillet). En octobre 1943, il est chargé par Massigli et le général de Gaulle d'être le successeur du colonel Malaise à la tête de la Mission de la France combattante à Madrid.

En ce qui concerne le nouveau Directeur de l'Institut français à Bucarest après le départ de Dupront de février 1941, Jean Mouton²², on peut supposer que Vichy a commencé à soupçonner ses sympathies pour la Résistance, car à la fin du mois d'octobre 1942, une note du Service du personnel de Vichy demandait à la Légation de Bucarest des renseignements sur la situation de Jean Mouton, son activité, ses tendances politiques et ses relations dans les milieux politiques roumains. Dans son cas on a aussi son Journal de Guerre qui ne laisse planer aucun doute sur ses sentiments pour la Résistance.

Une note du camp gaulliste sur la situation de la Légation de France à Bucarest datée de la fin de mars 1943 précise que: « toute la Légation sans exception groupée autour de son chef est décidée à servir. Le 9 novembre 1942, Truelle a réuni ses

²⁰ François Charles-Roux, *Cinq mois tragiques aux Affaires étrangères (21 mai – 1^{er} novembre 1940)*, Paris, Plon, 1949, pp. 319-320.

²¹ *Annuaire diplomatique ...*, p. 526.

²² Jean Mouton (1899-1995), haute fonctionnaire culturel. En janvier 1938, il est nommé professeur à la Mission universitaire française (ci-après MU) en Roumanie et attaché à l'Institut français des Hautes Etudes de Bucarest (ci-après IFHEB). Adjoint de l'historien Alphonse Dupront, le directeur de l'Institut, il prend en charge la bibliothèque et accomplit la plupart des tâches administratives et d'enseignement. En octobre 1940, il remplace Dupront à la tête de l'IFHEB et dirigera l'établissement jusqu'en 1946. Source François Broche, Georges Căitucoli, Jean-François, Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France Libre*, Paris, Édition Robert Laffont, 2010, p. 1035.

collaborateurs pour examiner les possibilités de départ. L'hypothèse de constituer un gouvernement français provisoire auquel la Légation aurait pu se rallier officiellement en bloc et duquel elle aurait pu se réclamer auprès du gouvernement roumain n'ayant pas pu se réaliser, seuls des départs individuels étaient possibles²³ ». Une autre source sur la vraie position de la Légation française en Roumanie nous est donnée par une note envoyée par la Délégation de la France Libre en Turquie au département des Affaires étrangères de Londres, dans laquelle Spitzmuller, l'attaché commercial Sarret et le commandant Neuhausser étaient décrits comme « nos amis de Bucarest ».

Une autre note du camp gaulliste d'octobre 1941, parle de la Légation française à Bucarest avec les mots suivants: « L'impression personnelle que j'ai retiré est que les membres de cette Légation sont convaincus de la victoire des Alliés et que leur loyalisme envers Vichy ne repose que sur des questions d'intérêt et la crainte du risque. Ce loyalisme ne résistera pas aux premiers succès importants remportés par les Alliés²⁴ ».

Il semble que la sympathie de la Légation française pour le mouvement gaulliste était bien connue même par les autres diplomates en poste à Bucarest. On a ici, les cas des diplomates allemand et espagnol. Gerhard Stelzer, conseiller à la Légation allemande de Bucarest qui dans ses Mémoires a affirmé que les membres de la Légation de la France en Roumanie, mais surtout le chargé d'affaires Spitzmuller²⁵, soutenaient le mouvement de la Résistance. Le second témoignage a lieu dans le contexte de la nomination du successeur de Truelle, en la personne de l'écrivain Paul Morand, quand le ministre de l'Espagne à Bucarest, Jose Rojas y Moreno, déclarait: « Paul Morand est un sincère collaborateur de Pétain [...] Il est peu probable que Paul Morand pourra collaborer avec les membres de la Légation d'ici, étant donné qu'ils seraient contre la politique de Pétain²⁶ ».

Donc, la Légation paraissait fort réservée vis-à-vis la politique de Vichy et la collaboration.

L'activité de Spitzmuller de juillet 1940 jusqu'en novembre 1942

Dans la première phase du Régime de Vichy, c'est-à-dire de 10 juillet 1940 jusqu'à la signature des Protocoles de Paris²⁷, les diplomates adoptèrent plutôt une

²³ Note sur la situation de la Légation de France à Bucarest, fin mars 1943, AMEF, fonds Guerre 1939-1945, série Londres (Conseil Nation Français juin 1940-juillet 1943), dossier n° 274.

²⁴ *Ibid.*, f. 80.

²⁵ *Diplomați germani la București 1937-1944. Din memoriile dr.Rolf Gerhard atașat de legație și Gerhard Stelzer consilier de legație, [Diplomates allemands à Bucarest 1937-1944. De souvenirs du Dr Rolf Gerhard attaché de légation et Gerhard Stelzer conseiller de légation]*, București, All Educațional, 2001, p. 154.

²⁶ Archives du Conseil National pour l'Étude des Archives de la Sécurité (ci-après ACNEAS), dossier n° 1187870-23, f. 219.

²⁷ Les accords franco-allemands signés les 28-29 mai 1941 à Paris se composent de trois protocoles et d'un protocole additionnel. Le premier concernait la Syrie; le deuxième

attitude de loyauté et accordèrent un certain crédit au nouveau régime. Une note de Quai d'Orsay, datée du 1^{er} février 1941, parle seulement des 13 agents qui ont rallié la France Libre²⁸ jusqu'à cette date. On doit mettre cette action et attitude des diplomates français en relation avec le fait que la collaboration avec l'Allemagne nazie était dans une phase théorique après l'entrevue de Montoire du 24 octobre 1940. Les diplomates, dans leur majorité, accordent encore leur confiance à Vichy. C'est vrai qu'on a, grâce aux Archives le nombre des agents qui ont rallié physiquement la Résistance mais qu'est-ce qu'on peut dire sur le ralliement « physique » ? Si on prend en considération le témoignage fait par Spitzmuller à Massigli en 1943 on peut affirmer qu'au moins physiquement il est passé à la Résistance depuis juin 1940: « Nos collègues et nos compatriotes d'ici, sont tous, à part un ou deux, de cœur avec la France combattante depuis juin 1940, et certains, comme moi, travaillent avec Beyrouth et vos agents d'Istanbul²⁹ ». Il semble que déjà l'automne 1940, les gaullistes s'intéressaient à Spitzmuller car le 20 octobre 1940, le service des relations extérieures du Comité national français écrivait à Sir Robert Hoare que si « Spitzmuller et Basdevant étaient enclin à rejoindre le général dans un prochain avenir, celui-ci les accueillerait³⁰ ».

Donc, essayant de préciser le moment où Spitzmuller est passé à la France Libre, on est enclin d'accepter la thèse de Robert Belot selon laquelle « la Résistance a été une réaction morale et individuelle contre une situation particulière (la Défaite, l'Occupation, Vichy), puis s'est transformée en une volonté de penser l'avenir et d'imaginer une autre société pour devenir une ambition politique et collective³¹ ». La singularité de cet événement est liée à sa complexité même: ce fut à la fois (mais pas toujours de manière synchrone) une réaction patriotique, un acte de guerre et la défense d'une certaine idée de l'Homme; ce fut en même temps un refus, un rejet et un projet de société. C'est pourquoi il est difficile de se rendre compte de quand il a pris naissance.

La seconde étape couvre la période depuis la signature des Protocoles de Paris jusqu'à la veille du débarquement allié en Afrique du Nord. *Qui ont été les dirigeants de la diplomatie française pendant cette période et quels ont été leurs principes ?*

Les principaux acteurs dans le domaine des affaires étrangères pendant cette

l'Afrique du Nord; le troisième autorisait l'accès des navires de guerre et de commerce allemands au port Dakar. Le protocole additionnel représentait le volet « politique » des accords. Il devait constituer la contrepartie des concessions françaises: renforcement de l'armée d'Afrique, adoucissements allemands sur les lignes de démarcation, les prisonniers de guerre, le ravitaillement. Source Michel et Jean-Paul Cointet (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Édition Tallandier, 2000, p. 586.

²⁸ AMEF, fonds Personnel, dossier généraux 1833-1973, f.111.

²⁹ Rapport d'Henry Spitzmuller envoyé à René Massigli, le 10 février 1943, AMEF, fonds Guerre 1939-1945- Londres-Alger, série Papiers Massigli, dossier n° 1484, f. 161.

³⁰ AMEF, fonds *cit.*, série Londres (Conseil Nation Français juin 1940-juillet 1943), dossier n° 274, f. 23.

³¹ Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, Paris, Fayard, 2006, p. 11.

période, François Darlan³² et Pierre Laval³³ ont conduit des politiques extérieures différentes envers le Reich. Dans ce cadre, il est intéressant d'analyser dans quelle mesure ces formes de collaboration ont influencé une évolution dans l'attitude du personnel diplomatique et consulaire de Vichy.

Grâce aux archives, on peut dresser la liste des agents qui ont cessé leurs fonctions pendant cette période. Analysant cette liste on peut conclure que 44 agents, dont 27 en 1941, ont cessé leurs fonctions³⁴. Ce qui est intéressant à suivre est que 12 agents étaient en poste dans les régions des Balkans ou du Proche-Orient, ce qui laisse supposer que les sympathies pour la France Libre dans cette région étaient très fortes.

Le 7 octobre 1941, un agent de la Délégation de la France Libre en Turquie, écrivait à Maurice Dejean, le commissaire national aux Affaires étrangères de Londres, de ne pas découvrir Spitzmuller car à Bucarest on commençait à le suspecter. Dans la même lettre, l'agent d'Istanbul annonçait qu'il avait fait parvenir à Spitzmuller le message du général de Gaulle (on suppose que le général lui disait de le rejoindre à Londres), mais Spitzmuller voulait plutôt rester à Bucarest. L'agent de la Délégation de la France libre ajoute que Spitzmuller était la seule liaison sûre qu'il lui restait avec les Balkans et Vichy³⁵.

Au mois de décembre 1941, après avoir écouté à la Radio une allocution prononcée par M. Dejean dans laquelle il affirmait que: « les agents de l'étranger sont libres de venir à nous; ceux qui ne viendront pas auront fait un mauvais calcul », Spitzmuller écrivait une lettre à Istanbul pour expliquer sa position et celle de ses collègues. Ils étaient tous furieux qu'on puisse les accuser indirectement de faire un calcul en restant à Bucarest³⁶.

On sait qu'après le départ de l'ambassadeur Blondel de la Bulgarie le 16 septembre 1942, pour rallier le Comité national français de Londres, les départs pour Istanbul étaient presque impossibles: « Nous fûmes avisés par notre chargé d'affaires à Sofia que depuis le départ de Blondel, les Bulgares sur l'injonction des Allemands, avaient annoncé qu'ils ne délivreraient de visa à des diplomates français qu'avec l'autorisation expresse de Vichy³⁷ ».

³² François Darlan a été ministre secrétaire d'État aux Affaires étrangères à partir du 10 février quand il a succédé à Pierre-Étienne Flandin. Déjà vice-président du Conseil, ministre secrétaire d'État à la Marine et grand amiral de la Flotte, on le nomma, aussi, le 10 février 1941, ministre secrétaire d'État à l'Information, à l'Intérieur le 17 février et à la Défense le 11 août.

³³ Après que l'amiral Darlan a perdu la confiance de ses interlocuteurs allemands, Laval revient à la tête du gouvernement le 18 avril 1942, cumulant les portefeuilles de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de l'Information. Il continue à s'afficher comme celui qui limitera les dégâts pour le pays, tout en ménageant l'avenir dans la perspective de la paix victorieuse de l'Allemagne.

³⁴ AMEF, fonds Personnel, dossier généraux 1833-1973, f.183.

³⁵ AMEF, fonds Guerre 1939-1945, série Londres (Conseil Nation Français juin 1940-juillet 1943), dossier n° 274, f. 77.

³⁶ *Ibid.*, f. 100.

³⁷ *Ibid.*, f. 189.

Le débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, a marqué un tournant significatif dans le déroulement de la Deuxième Guerre Mondiale. L'évolution de la situation internationale dans la première moitié de l'année 1943, l'érosion du pouvoir du régime de Vichy, la constitution du Comité Français de la Libération Nationale et du Conseil National de la Résistance représenta pour beaucoup de fonctionnaires de Vichy le signal qu'ils attendaient pour rejoindre la Résistance. Analysant les Archives de Quai d'Orsay on peut voir qu'après le 8 novembre 1942 et jusqu'au mois d'août 1944, 171 agents s'y rallièrent. Reste à voir comment Spitzmuller a agit pendant cette période ?

La correspondance de Spitzmuller avec la France Libre

Dans la troisième étape qui couvre la période entre le débarquement allié en Afrique du Nord et la fin de régime de Vichy, c'est-à-dire le 23 août 1944, on a décidé de mettre l'accent sur la correspondance de Spitzmuller avec la France Libre.

Dans les Archives du Ministère des Affaires Étrangères français, dans le Fonds Guerre 1939-1945 - Londres-Alger, on a trouvé dans le dossier n°1484 qui contient la correspondance de René Massigli avec les représentants du CFLN à l'étranger et du personnel des Affaires Étrangères, quatre lettres adressées par Henry Spitzmuller à René Massigli au cours de l'année 1943, c'est-à-dire après l'arrivée de Massigli à Londres, et deux lettres que le commissaire des Affaires étrangères de la France Libre a adressées à Spitzmuller. Analysant ce dossier on peut affirmer que Spitzmuller lui a envoyé au moins huit lettres depuis février 1943 jusqu'au mois de mai de la même année bien que, comme nous l'avons déjà affirmé, seulement quatre nous soient parvenues. On ajoute aussi le dossier n° 274 qui traite la correspondance du Conseil National Français avec la Roumanie, pendant la période de juin 1940 à juillet 1943.

Cette correspondance nous présente que depuis les événements d'Afrique du Nord, Spitzmuller commence à penser à quitter son poste à Bucarest et rejoindre la France Libre : « L'appel a été trop puissant pour que je mette en balance mon désir d'évasion contenu depuis deux ans et mon modeste rôle ici. Ma réaction immédiate a donc été de partir et de rejoindre le Général Giraud. J'ai pensé avoir épuisé tous les services que je pouvais rendre en Roumanie, j'avais envie de secouer enfin cette espèce de livrée de Vichy³⁸ ».

Dans le rapport du 10 février 1943, destiné à René Massigli, Henry Spitzmuller expliquait à René Massigli les raisons pour lesquelles il était resté en poste à Bucarest jusqu'à cette date: « il me semble nécessaire de vous faire part en toute franchise et en toute liberté de ces petites réserves, à vous qui arrivez là-bas avec un esprit sans prévention, libre de tout préjugé et animé comme toujours du seul souci de servir. Ce sont elles qui m'ont détourné jusqu'à présent de me joindre directement au mouvement gaulliste. Non pas, je le répète, que je ne partage directement les idées du Général de Gaulle, que je n'aie pas approuvé avec enthousiasme sa décision de juin 1940 et que je n'aie admiré la ténacité avec laquelle il a surmonté d'innombrables

³⁸ AMEF, fonds *cit.*, série Papiers Massigli, dossier n° 1484, f. 156.

obstacles qu'il a trouvés sur sa route tant de côté français que de l'autre. Aussi bien mes méfiances touchent la personnalité et surtout les tendances de certains de ses collaborateurs [...] Ces critiques accessoires ne m'auraient donc pas empêché de rejoindre le mouvement si j'avais eu la certitude de pouvoir m'y livrer à une tâche intéressante³⁹».

Une note du camp gaulliste sur la situation de la Légation de France à Bucarest datée de fin de mars 1943 précise que: « le passage apparaissait donc difficile pour M. Basdevant et Lagarde (qui ont chacun 2 enfants) et sans doute encore pour Spitzmuller et Truelle. Il est possible toutefois que Lagarde et Spitzmuller essaient de partir ». Mais étant donné l'importance que la France Libre accordait à la Roumanie et aux informations qui étaient transmises d'ici sur les Balkans, elle a décidé d'y maintenir Spitzmuller. René Massigli considérait que le maintien sur place des agents ralliés, en tant qu'agents « doubles » capables d'envoyer des informations était d'une utilité plus grande pour la France Libre. Dans le rapport de 27 avril 1943, Spitzmuller écrivait que « Les gens d'Istanbul insistent vivement pour que je reste ici, sous prétexte que je suis utile. C'est possible, mais mes services sont bien modestes. Je suis convaincu que je pourrais faire mieux ailleurs si j'arrivais à filer [...] J'aimerais, au moins une fois dans ma vie, être à même de servir le pays d'une manière plus concrète, plus efficiente⁴⁰ ».

L'attitude de René Massigli semble changer au mois de mai 1943 quand il envoie un télégramme à Truelle et Spitzmuller via Beyrouth, dans lequel il donne son accord pour le départ de Roumanie de ces deux diplomates: « [...] nous ne voyons pas d'avantages à ce que vous prolongiez plus longtemps votre séjour à Bucarest; vos services nous seront plus utiles ailleurs. Ne vous mettez, toutefois, en route que si toutes précautions ont été prises pour réduire au minimum les risques de l'opération. Les services de Beyrouth doivent se mettre à la disposition de Truelle et Spitzmuller pour faciliter leur départ⁴¹ ».

Le 26 mai 1943, Massigli reçoit par Beyrouth le message transmis par Truelle et Spitzmuller: « nous avons bien reçu votre communication et nous nous mettons dès maintenant en mesure d'y obéir aussitôt que possible. En outre, nous ne pouvons pas quitter ensemble la Roumanie⁴² ». L'agent de Beyrouth, Helleu ajoute: « je crois savoir en effet que la Gestapo s'opposera à ce que les autorités roumaines leur délivrent des visas de sortie ».

Une note des Services de la Sûreté roumaine datée du 2 juin précisait que: « On nous a communiqué que Truelle partira le 3 juin, avec Spitzmuller pour la Turquie⁴³ ». Mais en réalité seulement le ministre Truelle est parti le 19 juin 1943, sans annoncer son collaborateur auquel il laisse une lettre pour justifier son départ. Sur le départ de

³⁹ *Ibid.*, f. 153.

⁴⁰ *Ibid.*, f. 161.

⁴¹ *Ibid.*, f. 97.

⁴² AMEF, fonds Personnel, série 3 nominative, dossier personnel de Jacques Truelle, dossier n° 277.

⁴³ ACNEAS, dossier n° 1187870-23, f. 55.

Roumanie de Jacques Truelle, Jean Mouton dans son Journal fait le témoignage suivant: «Truelle est parti pour Ankara par le train de wagons-lits; il n'avait emporté aucun bagage sauf une valise qui contenait sa jambe artificielle. Le prétexte du voyage était de faire réparer cette jambe à Constantinople. Les autorités roumaines ont fermé les yeux sur ce départ; elles en ont été un peu complices. Killinger⁴⁴, ambassadeur du III^e Reich, ne sera informé que huit jours après; il entrera dans une violente colère⁴⁵. Cette complicité des autorités roumaines peut nous être éclaircie à travers une note du camp gaulliste qui précisait que « Les sentiments de notre ministre sont évidemment connus du Gouvernement roumain et probablement aussi des Allemands qui pourtant ne semblent pas avoir fait jusqu'ici des efforts sérieux pour le faire rappeler. En tout cas, il est certain que le Gouvernement roumain voit plus dans notre Légation la représentation du gouvernement de Vichy que celle de la France qui a repris la lutte. C'est ainsi que s'expliquent aussi bien les assiduités des chefs de l'opposition que les amabilités et les avances singulièrement multiples ces derniers mois de Mihai Antonescu. Beaucoup de Roumains (du Gouvernement et de l'opposition) se raccrochent à l'espoir de voir la France se faire l'avocat de la Roumanie auprès des Alliés⁴⁶ ». Un autre témoignage nous est donné par André Godin qui affirme que: « Grâce à Truelle, une espèce d'entente s'était opérée entre les Français de Roumanie (dont la majorité souhaitait la victoire des Alliés atlantiques et le gouvernement roumain qui, lui aussi, se disait de plus en plus qu'une victoire atlantique n'était pas improbable et voulait se ménager pour l'avenir des changements possibles de direction⁴⁷ ».

Donc, étant donné la situation, Spitzmuller et ses collègues ont dû agir avec beaucoup de prudence. Pendant cette période si difficile pour la Légation française, on disait même que: « La Légation allemande demandera à Berlin d'intervenir auprès de Vichy pour liquider la Légation française de Roumanie, parce que tout le personnel supérieur et inférieur est gaulliste. Le service de police allemand a mis sous observation tout le personnel de la Légation⁴⁸ ».

⁴⁴ Manfred von Killinger (1886-1944) diplômé et homme politique Allemand. Il devient membre NSDAP en 1928 où il occupe plusieurs fonctions dans le cadre de S.A. Entre 1933-1937 il a été commissaire de Reich et président de Conseil des Ministres au Land Saxe. En 1937, il entre au Ministère des Affaires Étrangères Allemand. Entre 1937-1939, il est nommé consul général à San Francisco. Il est promu ministre plénipotentiaire de première classe et il est envoyé spécial pour les problèmes balkaniques. Entre juillet et décembre 1940, il est ministre plénipotentiaire à Bratislava. Le 25 décembre 1940, on décide de l'envoyer en Roumanie, après la rébellion légionnaire de janvier 1941. Il a été le chef de la Légation allemande de Bucarest jusqu'en 1944; à partir de février 1941, il devient aussi consul général pour tout le territoire de la Roumanie. En août 1944, il se suicide avec sa secrétaire à Bucarest.

⁴⁵ Jean Mouton, *Journal de Roumanie: 29 août 1939-13 mars 1946: la deuxième guerre mondiale vue de l'Est*, Lausanne, Édition L'Age d'Homme, 1991, p. 57.

⁴⁶ AMEF, fonds Guerre 1939-1945, série Londres (Conseil Nation Français juin 1940-juillet 1943), dossier n° 274.

⁴⁷ André Godin, *op. cit.*, p. 143.

⁴⁸ ACNEAS, dossier n° 1187870-23, f. 147.

Après le départ de ministre français, les sorties de Roumanie pour les Français étaient presque impossibles. On trouve ici une réponse possible au fait que Spitzmuller est resté à Bucarest jusqu'à novembre 1944. Sur ce sujet, nous avons un projet de note rédigée par Jacques Truelle en octobre 1943 dans laquelle il dresse un bilan sur les possibilités et les enjeux de quitter les pays de cette région pour rallier la dissidence: « Malgré le succès qu'ont rencontré les départs d'Europe centrale et balkanique de certains de nos agents, il ne faut pas se dissimuler les difficultés qui restent vives pour ce genre d'entreprises, étant donné le contrôle absolu qu'exercent les autorités allemandes à la frontière bulgare-turque, seule porte de sortie de cette région. Les départs par avion sont impossibles, en raison de la pénurie des avions de tourisme et du contrôle de plus en plus sévère? Qu'exercent les Allemands sur les champs d'atterrissage en Roumanie et en Bulgarie ou en Hongrie⁴⁹ ». Analysant cet extrait on peut voir que les possibilités de fuite de cette région étaient presque inexistantes. Les départs de plusieurs agents n'ont fait que renforcer la vigilance des autorités locales.

On a entendu parler d'un possible départ de Spitzmuller pour le mois suivant. Au mois de septembre 1943, Paul Morand informait Vichy que: « Radio Londres a annoncé le 30 septembre [...] que mon conseiller M. Spitzmuller s'était réfugié en Turquie, transportant avec lui d'importantes documents appartenant à cette Légation. Cette nouvelle est une pure invention⁵⁰ ».

Jusqu'aux événements du 23 août 1944, on n'a pas d'autres témoignages sur la correspondance de Spitzmuller avec la France Libre. On sait qu'il a bien rempli sa mission, qu'il est intervenu plusieurs fois pour les membres de la colonie française, qu'il a eu des conflits avec le ministre Morand qui soutenait la collaboration avec l'Allemagne.

Après le 23 août, Roger Sarret, l'attaché commercial de la Légation française a été choisi comme le Représentant provisoire des intérêts Français en Roumanie. Spitzmuller qui était à la tête de la Légation après le départ de ministre Paul Morand a été invité « à remettre à M. Sarret les fonds et la gestion de la comptabilité » car René Massigli a décidé de ne donner « à Spitzmuller aucune qualification officielle⁵¹ ».

On sait, grâce à une lettre adressée par Lagarde le 7 octobre 1944, à la Mission américaine à Bucarest, qu'au mois d'août 1944, lui, Spitzmuller et Basdevant n'ont pas pu rallier Alger faute de moyens de transport et qu'il demandait à la Mission Américaine d'étudier la possibilité de les transporter avec leurs familles en avion militaire à Alger ou en France⁵².

⁴⁹ Projet de note sur la situation des agents se trouvant en Europe centrale et balkanique, rédigé par Jacques Truelle en octobre 1943, AMEF, fonds Personnel, dossier généraux 1833-1973, f. 190.

⁵⁰ Télégramme de Paul Morand envoyé à Vichy, le 3 octobre 1943, AMEF, fonds *cit.*, série 3 nominative, dossier personnel de Paul Morand, dossier n° 177.

⁵¹ AMEF, fonds Guerre 1939-1945 - Londres-Alger, Alger-CFLN /GPRF, série Alger, dossier n° 744, f. 90.

⁵² AMEF, fonds Europe 1944-1970, série Roumanie, dossier n° 1.

Au mois d'octobre 1944, tous les officiers ayant occupé des postes dépendant du Gouvernement de Vichy ont été rappelés à Paris par un ordre de général de Gaulle. Donc, Spitzmuller se trouvait parmi les officiers rappelés en France. On sait qu'avec l'aide du Gouvernement roumain, la France a obtenu le passage d'un train spécial à destination d'Istanbul qui transportait l'ancien personnel de la Légation de Bucarest. La présence de Spitzmuller était annoncée dans ce train⁵³. Le 10 novembre 1944, le train était bien arrivé à Istanbul, donc la difficile mission d'Henry Spitzmuller en Roumanie était arrivée à la fin.

Conclusions

Qu'est-ce qu'on peut affirmer sur Henry Spitzmuller ?

On peut affirmer qu'on est devant le cas d'un diplomate qui a très bien mené son « double jeu » entre le régime de Vichy et la France Libre. En ce qui concerne la conduite adoptée par Spitzmuller pendant toute cette période on peut soutenir que l'attitude qu'il a prise dans les relations publiques avec l'État roumain, dans les activités intellectuelles et avec les autorités de Vichy, a été de montrer beaucoup de fermeté et beaucoup de prudence.

Quant à l'attitude des diplomates sous le régime de Vichy, elle diffère de celle qu'adoptèrent les autres corps de l'État français. Les hauts fonctionnaires dans l'ensemble, poursuivirent leur action au service de l'État: « la dissidence est toujours l'exception et non la règle⁵⁴ ». Depuis le 10 juillet 1940 et jusqu'en août 1944, 241 diplomates décidèrent de rallier la France Libre.

Grâce à la position qu'il a adoptée pendant la Deuxième Guerre Mondiale, Spitzmuller a pu continuer à servir la France, donc il s'inscrit dans l'affirmation de l'historien Robert Paxton qui attire notre attention sur le fait que « le corps diplomatique, pour près des deux tiers, reste le même sous Vichy et pendant la Quatrième République⁵⁵ ».

⁵³ *Ibid.*, f. 29.

⁵⁴ Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Édition du Seuil, 1997, p. 337.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 396.